



Nohra Padilla, de l'Asociación de Recicladores de Bogota, a reçu le prestigieux Prix Goldman pour l'environnement, en reconnaissance de son travail au nom des recycleurs en Colombie.

Bulletin de nouvelles de WIEGO

août 2013

de janvier à juin 2013

Faits marquants

- Programme droit et informalité
- Santé et sécurité pour les travailleurs du secteur informel
- Informalité dans le cursus normal
- Secteurs professionnels

Faits saillants par secteur professionnel

- Travailleurs domestiques
- Travailleurs à domicile
- Vendeurs de rue
- Récupérateurs

Activités par programme

- Organisation e représentation
- Statistiques
- Commerce mondial
- Protection sociale
- Politiques urbaines

Projets mondiaux

- Villes inclusives
- Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel

Initiatives spéciales

- Programmes exposition-dialogue

Gouvernance et équipe

Communication et diffusion

- Système de suivi mondial de WIEGO
- Publications et ressources

Avis important: la plupart des liens dans cette newsletter ne donnent accès qu'à des pages Web et des documents en anglais.

Faits marquants

Droit et informalité : travaux en cours

Le projet Droit et informalité est en train de devenir un programme WIEGO à part entière et fera avancer d'importants travaux de développement d'une base de connaissances sur la façon dont les lois et règlements — ou l'absence de ceux-ci — affecte les travailleurs informels, négativement ou positivement. Cherchant à recenser les lois dans certains domaines — travail, environnement, règlements municipaux, réglementation sectorielle (agriculture, pêche), droit à l'information et droit de propriété —, en ce que ces domaines ont un impact significatif sur les différents secteurs de l'économie informelle, le projet veut, entre autres objectifs, renforcer chez les leaders des travailleurs informels, en particulier les femmes, la capacité à comprendre et à s'engager dans le plaidoyer et la négociation, deux actions porteuses de changement au niveau des lois. Après des phases pilotes en Inde et en Colombie, le projet a été, entre 2010 et 2013, déployé au Ghana, au Pérou et en Thaïlande.

- **Au Ghana**, où le partenaire du projet est la Ghana Trades Union Congress (confédération des syndicats du Ghana; GTUC), des discussions de groupe ont été organisées avec les travailleurs domestiques, les porteuses de charge sur la tête (kayayeis) et les vendeurs de rue pour cerner les questions et exigences juridiques propres à chaque secteur, tandis qu'un examen des décisions de justice a révélé les attitudes dominantes des juges envers les travailleurs du secteur informel. A la suite des consultations avec les travailleurs, la GTUC et le groupe d'experts ont critiqué le projet de réglementation des travailleurs domestiques et proposé des modifications au Groupe de travail national établi par le gouvernement. Des réunions, concernant la protection des droits fondamentaux des vendeurs de rue, ont eu lieu avec l'autorité municipale d'Accra (AMA). Les juristes ont souligné à l'AMA la nécessité de modifier le règlement sur le commerce de rue en désignant les rues et les jours, où le commerce y est autorisé. Grâce à ce projet, la GTUC s'est montrée intéressée à organiser de nouveaux groupes de travailleurs du secteur informel, en particulier les kayayeis et les travailleurs domestiques.
- **Au Pérou**, le partenaire du projet était Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD), un organisme de coopération syndicale espagnole qui agit auprès des travailleurs du secteur informel. Après consultation avec les travailleurs domestiques, les porteurs au marché, les vendeurs de rue et les récupérateurs, l'équipe du projet s'est attachée à renforcer les capacités des leaders des travailleurs membres de différentes organisations. Aux modules de formation élaborés à l'intention des travailleurs sont venus s'ajouter des cours

hebdomadaires sur les compétences organisationnelles et les lois qui affectent des groupes particuliers. Du matériel d'ordre créatif a également été mis au point et diffusé, de même qu'un document d'information sur le droit et l'économie informelle au Pérou. Une compilation des lois par secteur, en espagnol, a été mise à disposition sur un site Web dédié.

La Centrale unitaire des travailleurs au Pérou (CUT-Pérou), un syndicat expérimenté auprès des travailleurs du secteur informel, a invité ISCOD à venir participer aux discussions sur un avant-projet de loi que propose le ministère du Travail concernant les travailleurs indépendants. Par ses conseils techniques, ISCOD a aidé à l'élaboration d'un contre-projet qui, s'il se concrétise, permettra aux travailleurs indépendants de jouir de droits que leur ont échappé jusqu'ici et de bénéficier des régimes intégrés de protection sociale.

- **En Thaïlande**, le partenaire du projet est HomeNet Thaïlande, et l'accent est mis sur l'habilitation juridique des travailleurs à domicile et les travailleurs domestiques. La recherche voulue par les agriculteurs contractuels ouvrira également de nouvelles pistes. HomeNet Thaïlande (avec le soutien de WIEGO à des projets antérieurs) avait mené une campagne fructueuse en faveur de la *Loi sur la protection des travailleurs à domicile*, qui accorde aux travailleurs thaïlandais à domicile (c.-à-d. les sous-traitants à domicile) le droit au salaire minimum, le droit à la santé et à la sécurité au travail et à d'autres droits fondamentaux du travail. Voulant comprendre les obstacles à la mise en œuvre de ces mesures de protection, le projet de droit WIEGO a examiné les cas où les travailleurs à domicile ont tenté de s'en prévaloir et les fruits de cet examen ont donné lieu à une série d'études de cas. D'autre part, un effort concerté a été fait, sous forme d'ateliers animés par des avocats et des responsables gouvernementaux et au moyen d'affiches, de newsletters et d'autres documents, pour informer les chefs des travailleurs à domicile et les employés de maison de leurs droits.

Les consultations locales et nationales avec les travailleurs domestiques ont permis de les tenir informés de la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques (C189) et de mobiliser l'élan en faveur de la protection des travailleurs domestiques migrants dans le pays. Au cours du projet, le Réseau thaïlandais des travailleurs domestiques a vu le jour et a permis de faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte en 2012 le règlement ministériel portant protection des travailleurs domestiques.

Le projet de droit a été reconduit dans les trois pays de afin que puissent se poursuivre le dialogue avec les autorités et les activités de renforcement des capacités. Chris Bonner, directrice du programme Organisation et représentation, travaille avec Roopa Madhav et Kamala Sankaran (coordonnateurs de projets conjoints), et avec les membres de l'équipe WIEGO, pour assurer le

programme Droit et informalité, qui aura bientôt son propre directeur, de même que le développement. Visitez le microsite [Droit et informalité](#).

Brefs juridiques

Le programme Politiques urbaines a lancé une série intitulée [Brefs juridiques](#) dans le cadre de la série des publications WIEGO. Kamala Sankaran et Roopa Mahhav ont repris les résultats de leur étude pilote sur le droit et l'informalité en Inde pour en faire le [premier bref de la série](#). Megan Corrarino, diplômée de la Faculté de droit de Yale, a préparé un document de travail montrant comment l'absence de réglementation aggrave la marginalisation sociale et économique des vendeurs de rue. De même, elle s'est penchée sur la question de savoir [comment utiliser le droit à l'information comme une stratégie juridique](#) au profit des travailleurs du secteur informel, quels instruments juridiques internationaux et régionaux sont porteurs de droits et comment concevoir une stratégie juridique. Trois analyses de cas juridiques établissant des précédents, en ce qu'ils sécurisent les moyens de subsistance, ont été menées à bien. Le [Bref juridique 3](#) (en portugais) porte sur la poursuite au civil engagée par le défenseur public contre la ville de São Paulo lorsqu'elle a éliminé les zones de commerce de rue. Un autre cas concerne Warwick Junction, à Durban, où les vendeurs de rue ont réussi à s'opposer à l'implantation d'un centre commercial qui menaçait leurs moyens de subsistance. Le dernier cas, celui de récupérateurs de Bogota, consacre leur droit de soumissionner à l'appel d'offres public.

Santé et la sécurité au travail pour les travailleurs du secteur informel

Le projet Santé et sécurité au travail (SST) de WIEGO a, à son actif, plusieurs réalisations importantes. Déjà opérationnel dans au Brésil, au Ghana, en Inde, au Pérou et en Tanzanie, le projet SST gagne du terrain en Afrique du Sud grâce à [Asiye eTafuleni](#) (AeT), une ONG partenaire de WIEGO, qui appuie les vendeurs de rue et au marché à Durban, et ce dans le cadre du projet « Safer, Healthier Warwick » (une Warwick plus sûre, plus saine), un projet mis sur pied à l'issue d'un atelier d'analyse du cadre logique. Une première enquête a été menée sur l'utilisation des troussees de premiers soins. WIEGO et AeT ont également commencé à collaborer avec l'Université de KwaZulu-Natal en vue d'explorer les questions de santé que soulèvent les vendeurs-cuisiniers de maïs en épi (mielie) à Warwick Junction, à Durban. Un autre volet du travail à Durban a donné lieu à de bonnes nouvelles en juin, lorsque la Fondation Rockefeller a annoncé qu'une initiative conjointe WIEGO-AeT est parmi les dix projets dans le monde entier à avoir gagné le prix prestigieux Défi innovation du centenaire. Laura Alfes, chercheuse SST, a travaillé avec Richard Dobson et Phumzile Xulu de l'AeT pour élaborer le projet intitulé « Empowering a New Generation of Street Vendors through Disaster Risk Management » (Habiler une nouvelle génération de vendeurs de rue par la gestion des risques de catastrophes). Objectif : élaborer une stratégie anti-

incendie et de premiers secours à Warwick Junction, où près de 8 000 vendeurs informels gagnent leur vie, et créer un modèle reproductible à imiter. [En apprendre plus.](#)

Au nombre des autres développements récents, il faudra citer les percées au Brésil où, suite à l'adoption de la première Politique nationale de santé des travailleurs, les travailleurs du secteur informel jouissent maintenant du statut de travailleurs légaux. Une nouvelle exigence, également adoptée, veut que le type d'emploi (secteur formel ou informel) soit enregistré dans les systèmes d'information de santé.

En Inde, où les partenaires SST de WIEGO sont le syndicat des récupérateurs KKP KP et l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA), le travail s'est porté sur la conception d'outils ergonomiques adaptés pour les travailleurs informels. A ce propos, WIEGO a financé une étude de la SEWA sur les nouveaux outils porteurs d'améliorations aux travailleurs. Par exemple, les récupérateurs équipés de nouvelles charrettes pourraient transporter un sac supplémentaire de déchets valant environ 20 à 25 roupies en bénéfice, et une femme dit avoir économiser 400 roupies en frais médicaux, grâce à l'équipement de la SEWA. Les coupeurs de canne ont dit qu'ils travaillaient plus vite avec les nouveaux coupeurs conçus à dessein. Les travailleurs de broderie ont attribué aux apports ergonomiques de l'équipement la diminution des douleurs au dos. La SEWA a organisé à New Delhi, les 4 et 5 avril 2013, un atelier national sur le thème « [Occupational Health of Women Workers in the Informal Economy](#) » (la santé au travail des travailleuses de l'économie informelle ». Par ailleurs, en matière de SST, la SEWA a commencé à se faire des alliés importants, tant au sein du ministère de la Santé que du ministère du Travail de l'Inde, et elle attribue ces percées au soutien déterminant de WIEGO.

En janvier, l'équipe SST a participé à la réunion annuelle d'apprentissage de Villes inclusives pour faire le point sur le projet SST à l'intention des organisations de travailleurs.

Le programme Protection sociale cherche à savoir comment intégrer la SST dans d'autres travaux de programmes WIEGO, une fois que le projet prendra fin en juin 2014. Pour ce qui est des travailleurs du secteur informel, l'intégration de la SST dans les programmes d'études universitaires est parmi les premières options à l'étude. Mises à jour, newsletters et publications sont disponibles sur www.wiego.org/ohs.

Informalité dans le cursus normal

Sachant que l'idée que les futures générations d'urbanistes et de décideurs se font de l'informalité sera déterminante, WIEGO cherche d'ores et déjà à institutionnaliser dans les établissements d'enseignement courants des programmes d'études sur l'économie informelle. Un [toolkit on the urban informal economy](#) (boîte à outils sur l'économie informelle urbaine), mise au point par

Caroline Skinner et offerte sur le site Web de l'Association des écoles de planification d'Afrique (AAPS), a été téléchargée plus de 600 fois.

Voici d'autres développements notables en la matière :

- Sonia Dias, spécialiste WIEGO auprès des récupérateurs, a conçu un programme intitulé « Waste, State and Development – Mainstreaming Gender and Participation » (Déchets, État et développement — Égalité des sexes et de la participation) qui sera offert comme cours de troisième cycle à l'Université fédérale de Minas Gerais au Brésil.
- L'équipe récupérateurs de WIEGO collabore avec le Département des études et de la planification urbaines, du Massachusetts Institute of Technology, où Lucia Fernandez, coordonnatrice mondiale auprès des récupérateurs, s'est vue consultée sur l'élaboration d'un cours de gestion des déchets dans les pays en développement.
- Marty Chen, qui dispense chaque année, à la Harvard Kennedy School, un cours sur l'économie informelle, a également élaboré un cours du même genre qui sera offert à l'institut indien pour les établissements humains (IIHS) dans le cadre du programme destiné aux professionnels du développement urbain.

Faits saillants par secteur professionnel

Travailleurs domestiques

Dès juin 2013, onze pays avaient ratifié la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques et le travail décent (C189) ainsi que les recommandations qui s'y rattachent, au travers de leur processus législatif, et sept d'entre eux ont achevé le processus de ratification officielle de l'OIT. [En savoir plus](#). La prise de conscience qu'ont les travailleurs domestiques eux-mêmes de la C189 — une première étape cruciale dans la réalisation des objectifs du mouvement en faveur des droits des travailleurs — est renforcée par des activités en cours.

La communication au sein du Réseau international des travailleurs domestiques s'est accrue avec le lancement du nouveau site Web [IDWN](#) et la distribution des bulletins mensuels, par voie électronique, qui tiennent à jour plus de 6 000 abonnés.

L'IDWN est en train de construire et de formaliser ses structures démocratiques en recrutant des OBA et tiendra un congrès de fondation, en Uruguay, en octobre 2013. WIEGO y apportera du soutien financier dans le cadre du projet [Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel](#).

Le lancement officiel du Réseau des travailleurs domestiques en Afrique (AfDWN), au Cap, en Afrique du Sud, le 16 juin, l'un des faits marquants de ces derniers mois, a vu les représentants de 17 pays se réunir pour fonder le réseau dans le but de renforcer la coordination et la solidarité entre les organisations d'attache et de mobiliser les efforts collectifs pour faire ratifier la Convention 189 et renforcer la législation en faveur des travailleurs domestiques en Afrique. Chris Bonner a facilité la séance au cours de laquelle ont été élaborées les lignes directrices du fonctionnement de l'AfDWN. Elle a également aidé l'équipe à élaborer la [Déclaration](#).

Les organisations de travailleurs domestiques dans le monde entier prennent de l'importance et font pression sur les gouvernements pour protéger les droits des travailleurs domestiques. En Inde, au moins dix organisations de travailleurs domestiques ont commencé le processus devant les transformer en syndicats viables. En Chine et en Indonésie, les ateliers nationaux ont rassemblé les dirigeants animés par la volonté d'en apprendre davantage et d'élaborer des stratégies efficaces. En Europe, Karin Pape, conseillère régionale européenne de WIEGO, travaille avec les syndicats qui s'emploient à organiser les travailleurs domestiques. En février, elle a animé, en Irlande, un atelier à l'intention d'un groupe de travailleurs domestiques. Au Royaume-Uni, l'IDWN a collaboré avec les organisations de travailleurs domestiques et une ONG de soutien pour protester contre le projet de modification des règles en matière de visa, en ce qu'elles nuiraient aux travailleurs domestiques migrants. Pour en apprendre davantage, veuillez lire la première [newsletter](#) sur la sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel.

Travailleurs à domicile

Voulant en savoir plus sur la situation et les efforts d'organisation des travailleurs à domicile dans les régions en dehors de l'Asie, WIEGO a soutenu des travaux de recherche et de cartographie en Amérique latine ainsi que l'organisation et la mise en réseau en Europe du Sud-Est. Le travail de maillage et de renforcement des capacités se poursuit entre les organisations de travailleurs à domicile dans ces régions. WIEGO a également commandé à la Coopération pour le commerce équitable en Afrique (COFTA) des travaux de cartographie des travailleurs à domicile au Kenya et en Égypte.

Au Pakistan, à la suite d'un atelier de cartographie de la chaîne d'approvisionnement, mené l'an dernier à Lahore par WIEGO, le Pakistan Institute of Labour Education and Research (PILER) s'est vu chargé du même travail auprès des travailleurs à domicile dans le pays. D'autres recherches, à venir, examineront comment les politiques et les pratiques urbaines affectent les travailleurs à domicile. WIEGO travaille avec HomeNet Pakistan, dont les membres ont fait entendre leur voix au cours des derniers mois. Par exemple, un groupe a combattu avec succès l'installation par-dessus

leur maison d'une ligne d'alimentation électrique à puissance élevée. D'autres travaillent à l'implantation des services de base dans leur communauté. [En apprendre plus.](#)

HomeNet Asie du Sud (HNSA) s'est récemment employé à re-imaginer son travail. WIEGO, de concert avec HNSA, est en train d'élaborer un programme de renforcement des capacités, qui comprendra des travaux sur la planification stratégique et le développement durable, travaux voulus par le projet Villes inclusives, ainsi que le renforcement des capacités avec des affiliées et des visites d'échange au moyen du projet [Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel.](#)

Dans le cadre du projet Villes inclusives, HNSA a entrepris des études sur les enjeux, les politiques et les pratiques qui affectent les travailleurs à domicile en milieu urbain. Ces études exhaustives comblent une lacune importante dans le champ de qu'on savait des travailleurs à domicile en milieu urbain et à faible revenu au Bangladesh, au Cambodge, au Népal, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande. Shalini Sinha, spécialiste WIEGO du secteur des travailleurs à domicile, est en train d'élaborer un bref politique mettant en évidence certaines des principales conclusions de ces études.

Vendeurs de rue

Dans ce domaine, WIEGO s'emploie, entre autres, à soutenir la campagne Villes de classe mondiale pour tous (WCCA), qui vise à mettre fin aux expulsions et aux réinstallations des vendeurs, par suite des mesures prises si souvent dans le contexte des méga-événements, et à prôner l'inclusion des communautés et des groupes défavorisés dans la prise des décisions qui touchent à leur vie et à leurs moyens de subsistance. A ce propos, WIEGO aide à suivre l'impact des événements de grande envergure sur les travailleurs du secteur informel. De son côté, StreetNet, partenaire principal, se charge également de la composante du projet [Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel](#), qui porte sur les vendeurs de rue et au marché.

En mars 2013, WIEGO a organisé à l'intention des organisations affiliées de StreetNet International, à Santiago, au Chili, un atelier sur la collecte de fonds, et ce à la suite du 4^e Congrès international triennal de StreetNet auquel ont participé 93 délégués venus de 40 pays.

Accra : rencontre des vendeurs de rue et des décideurs

Un dialogue politique a eu lieu à Accra, au Ghana, entre les vendeurs de rue informels et les représentants de deux conseils municipaux. Animé par WIEGO et ayant pour thème « Assurer la participation optimale du secteur informel urbain au développement économique national », le dialogue politique a porté fruit en ce qu'il a porté les préoccupations des vendeurs à l'attention des autorités et engendré de nouvelles possibilités de dialogue. [En apprendre plus.](#)

Documentation des bonnes pratiques

WIEGO recense en matière de pratiques politiques et organisationnelles les exemples édifiants ce qu'elles ont sécurisé les moyens de subsistance des vendeurs de rue ou fait contribuer aux débats politiques et universitaires leur concernant. Ce travail de recherche, que publie souvent WIEGO sous forme de documents de travail et de brefs, a des incidences concrètes. En voici des exemples récents :

Les chercheurs dans un centre des droits de l'homme à São Paulo, au Brésil, ont utilisé le document [Comment planifier un recensement des vendeurs de rue](#), préparé par Sally Roever, spécialiste WIEGO du commerce de rue, pour améliorer leurs efforts visant à se documenter sur les lieux de travail des vendeurs de rue et à suivre à la trace les violations des droits humains commises par la police militaire à leur rencontre. En mai 2012, lorsque le maire de São Paulo a interdit le commerce de rue, les chercheurs ont fait cause commune avec le défenseur public de l'Etat de São Paulo pour lancer une action civile publique en faveur des commerçants. La documentation qu'ils avaient réunie sur le commerce de rue leur a permis de gagner le procès et de sauver les moyens de subsistance des milliers de personnes. Ce projet fait l'objet d'un compte rendu dans le Bref juridique WIEGO n° 3 (en portugais).

Au début de 2013, en Afrique du Sud, un avant-projet de loi sur les permis d'exploitation d'entreprises (Licensing of Business Bill) a fait peser une menace sur les vendeurs du secteur informel en leur imposant des conditions impossibles à remplir. A la demande de StreetNet International, WIEGO a formulé une réponse, assortie d'exemples de pays qui ont mis en place des conditions de permis favorables aux moyens de subsistance des vendeurs tout en permettant une meilleure réglementation des petites entreprises. S'appuyant sur ce travail de recherche, une alliance d'organisations de vendeurs sud-africains a pu proposer des améliorations argumentées que le ministère a citées parmi les raisons d'accepter de revoir le projet de loi.

Récupérateurs

Les récupérateurs dans plusieurs pays ont marqué d'importantes victoires dans leurs luttes pour se faire reconnaître, améliorer leur revenu et s'intégrer dans les systèmes de gestion des déchets solides.

- **Au Brésil**, les membres de la section du MNCR (Mouvement national des récupérateurs) à Minas Gerais, après une lutte de longue haleine, se sont enfin vus reconnaître le droit d'être rémunérés pour les services urbains qu'ils fournissent. En effet, une loi autorise maintenant l'utilisation de fonds publics pour rétribuer les récupérateurs (*catadores*) de l'État du Minas Gerais, qui sont membres de coopératives, en échange de leurs contributions

environnementales. Chaque coopérative recevra des paiements trimestriels, calculés en fonction de la quantité et du type de déchets recyclables collectés et vendus, puis en fera la répartition aux membres. Les premiers versements ont été reçus en décembre 2012. Au cours des prochaines années, la politique sera surveillée afin de déterminer si elle contribue à une chaîne de recyclage plus équitable.

- **En Colombie**, le nouveau coordonnateur WIEGO auprès des récupérateurs en Amérique latine, Federico Parra, n'a épargné aucun effort pour aider les *recicladores* à mettre en œuvre une décision que la Cour constitutionnelle a rendue en 2011 conférant aux *recicladores* le droit de soumissionner. Après une longue lutte, l'Association des récupérateurs de Bogota (ARB) a été intégrée au programme de gestion des déchets de la ville. En mars 2013, le bureau du maire de Bogota a lancé un régime de rémunération des récupérateurs, en échange de leurs services de collecte, de transport et de récolte de matériaux recyclables, les montants par tonne étant maintenant égaux ou presque à ceux versés à des opérateurs privés. Dès son lancement, ce régime a permis à 790 récupérateurs et à leur famille de doubler, voire tripler leurs revenus, alors qu'ils ne gagnaient jusque-là que ce qu'ils pouvaient vendre de leurs produits recyclables. Près de 4 000 (des 14 000) récupérateurs à Bogota se sont inscrits au régime de rémunération.

En avril 2013, Nohra Padilla, une récupératrice de troisième génération et aujourd'hui directrice exécutive de l'ARB, a reçu le prestigieux Prix Goldman pour l'environnement, en reconnaissance de son travail au nom des recycleurs en Colombie. WIEGO était présente aux côtés Nohra lors des cérémonies d'honneur à San Francisco et à Washington DC, aux États-Unis. Lire [ici](#) le discours d'acceptation de Nohra.

- **En Inde**, le KKPKP, un syndicat de récupérateurs, a organisé un sit-in (un grève par siège), du 20 au 26 mars 2013, à l'extérieur de l'hôtel de ville de Pimpri-Chinchwad, après d'être plaint pendant des mois aux autorités municipales que les travailleurs de déchets étaient payés moins que le salaire minimum prévu au contrat conclu avec la société BVG Kshitij. La manifestation a pris fin après commissaire municipal, Shrikar Pardeshi, a eu examiné les preuves — documents réunis par le KKPKP grâce à la *Right to Information Act* (loi sur le droit à l'information) — et ordonné à un agent chargé de la protection des droits des travailleurs de fournir une résolution écrite. Selon Lakshmi Narayan du KKPKP, la résolution signifie que les récupérateurs doivent récupérer au total près de 30 millions de roupies (504 935 dollars US) en arriérés de salaire. En dernière analyse, dit-elle, cette manifestation a vraiment aidé « à renforcer la solidarité ».

Pendant trois ans, le KKPKP, avec Chintan, groupe de recherche et d'action environnementales, et Roopa Madhav, un avocat qui a mené le projet Droit et informalité de WIEGO, ont animé un groupe de travail qui a poussé le gouvernement de l'Inde à offrir une couverture médicale aux récupérateurs. Leur travail a porté ses fruits. En juin, il a été annoncé que les récupérateurs peuvent s'inscrire auprès du RSBY, le programme d'assurance santé national indien pour ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. [Lire le communiqué de presse.](#)

Genre et déchets en Amérique latine

Sonia Dias, spécialiste WIEGO des récupérateurs, est en train de faciliter des travaux au Brésil, dans la région de Minas Gerais, en particulier, sur les questions de genre et la récupération des déchets. Ces travaux, un projet conjoint entre WIEGO, le Centre de recherche sur les femmes (NEPEM) à l'Université fédérale de Minas Gerais (UFMG), le Mouvement national des récupérateurs au Brésil (MNCR) et le mouvement régional de récupérateurs de (RedLacre), portent sur l'inégalité des sexes dans les activités de récupération, en marge de l'inégalité que connaissent les récupératrices au foyer, au travail et en tant que leaders au sein de leurs organisations représentatives. [En apprendre plus dans le blogue de Villes inclusives.](#)

Activités par programme

Organisation et représentation (POR)

Chris Bonner, directrice du programme POR, et Rhonda Douglas, directrice de Projets mondiaux, ont aidé à planifier et à faciliter un atelier intitulé Influencer les villes, qui s'est tenu en Thaïlande, en février 2013, à l'intention de tous les partenaires du projet mondial Villes inclusives. Est prévu un kit d'outils sur la façon d'influencer les villes et les négociations, et celui-ci sera élaboré à partir des documents de l'atelier.

La base de données WORD de WIEGO, améliorée et augmentée, vous permet de trouver, en cliquant [ici WORD](#), des organisations partenaires des travailleurs du secteur informel ou d'y inscrire la vôtre.

Conférence internationale du Travail : emplois verts à l'ordre du jour

« Le développement durable, les emplois verts et le travail décent » était à l'ordre du jour de la CIT 2013. WIEGO, avec ses partenaires, a préparé un exposé de position, intitulé [Recicladores: El derecho a ser reconocidos como trabajadores](#), et envoyé une petite délégation comprenant Lucia Fernandez, coordonnatrice mondiale auprès des récupérateurs, Karin Pape, conseillère européenne de WIEGO, et les représentants de trois organisations et partenaires solides de récupérateurs (l'ARB,

de la Colombie; le KKKPKP, de l'Inde et le MNCR, du Brésil). La délégation s'est activement engagée auprès du Comité des travailleurs et tripartite sur le développement durable, dans le but de faire reconnaître le recyclage comme l'un des principaux secteurs porteurs d'emplois verts et de développement durable, de même que la récupération des déchets comme un secteur du travail qui mérite une attention particulière. La délégation a également présenté le travail des récupérateurs à un nombre restreint d'organisations. En définitive, la participation à la CIT 2013 a servi à nouer des relations avec les syndicats, les branches de l'OIT et la Confédération syndicale internationale (CSI) ou à renforcer celles-ci. Autre fait saillant : une rencontre avec Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, qui a invité les récupérateurs au Congrès de la CSI en 2014, parce que les « emplois verts » seront l'un des thèmes prioritaires de discussion. [Lire le rapport de la délégation.](#)

Collaboration avec le Centre de Solidarité

WIEGO et le Centre de Solidarité de l'AFL-CIO aux Etats-Unis ont collaboré à des travaux de recherche portant sur les efforts d'organisation dans l'économie informelle. Deux projets ont été réalisés. Le premier, une étude sur les travailleurs de la confection de sous-traitance au Bangladesh (*Home Based Workers in the Export Garment Sector in Bangladesh: An Exploratory Study in Dhaka City*), réalisé par Simeen Mahmud et Lopita Huq, est en train de devenir un document de travail WIEGO. Debbie Budlender, en Afrique du Sud, a mené des recherches sur la négociation collective dans l'économie informelle. Une équipe de chercheurs a analysé le Syndicat des transports de la Géorgie, l'Association nationale des petits commerçants du Liberia (vendeurs), les coopératives de Minas Gerais, au Brésil (récupérateurs), la SEWA en Inde (fabricants de bidis à domicile), et le syndicat des travailleurs domestiques de l'Uruguay (SUDT).

Statistiques

Le programme Statistiques se propose d'établir des statistiques sur l'emploi et le secteur informels, de même que leur contribution au PIB, étant partie intégrante de la main-d'œuvre active officielle, et les autres statistiques économiques, par le travail méthodologique, le soutien technique, la participation à des comités et groupes de travail internationaux et le plaidoyer. Outre les statistiques, il prépare également des analyses, et ce dans des formats aisément accessibles aux chercheurs, aux décideurs politiques et aux défenseurs de droits.

Joann Vanek, directrice du programmes, et Françoise Carré, coordonnatrice de la recherche, ainsi que d'autres membres de l'équipe WIEGO, collaborent avec les organisations internationales sur les questions relatives aux statistiques et à l'emploi informel. Le programme met également son expertise technique au profit des publications WIEGO, ainsi que des projets, des pages Web et

d'autres documents, et fournit des conseils sur le développement des études de suivi de l'économie informelle (IEMS).

Mesurer l'informalité : un manuel utile

Le manuel intitulé [Measuring Informality: A Statistical Manual on the Informal Sector and Informal Employment](#), publié en 2013, a été préparé en coopération avec le Groupe international d'experts sur les statistiques du secteur informel (le Groupe de Delhi) et WIEGO, avec des fonds du gouvernement de l'Inde. Joann Vanek a joué un rôle actif dans la préparation du manuel, à tous les stades. Elle aidera les pays à tenir compte du secteur informel et de l'emploi informel dans leurs statistiques du travail, en fournissant des orientations pratiques quant aux problèmes techniques à prévoir lors du développement et de l'administration des enquêtes servant à recueillir les informations pertinentes, ainsi que lors de la compilation, de la tabulation et de la diffusion des données qui en résultent.

Asie : statistiques sur les travailleurs à domicile

Marty Chen, coordonnatrice internationale WIEGO, et Joann Vanek prêtent main forte à deux projets concernant le développement et l'utilisation de statistiques sur les travailleurs et les travailleurs à domicile et les employées de maison. Le premier projet a vu Ratna Sudarshan et Govindan Raveendran analyser les données de trois enquêtes sur l'emploi et le chômage en Inde, plus précisément 1999-2000, 2004-2005 et 2009-2010, pour dégager les tendances de l'emploi et les changements par secteur d'activité économique. Le deuxième projet, mené avec HomeNet Asie du Sud et HomeNet Asie du Sud-Est, consiste à établir des statistiques sur les travailleurs à domicile et les employés de maison, ainsi que le secteur d'emploi et d'autres caractéristiques de ces travailleurs. Le projet s'appuie sur les données disponibles dans plusieurs pays de la région.

Commerce mondial

Le programme Commerce mondial est chargé du projet « [Developing Leadership and Business Skills for Informal Women Workers in Fair Trade](#) » (Développement chez les travailleuses informelles en commerce équitable des compétences en leadership et en affaires), qui fait partie du projet de sécurisation des droits économiques pour les femmes travailleuses du secteur informel (voir Projets mondiaux). Ce sous-projet, qui s'adresse aux travailleuses et à leurs organisations au Ghana, au Kenya et en Ouganda, prévoit une série de formations nationales en leadership, compétences en affaires et durabilité, l'objectif étant de propager la formation vers la base, localement, à des groupes de commerce équitable et à leurs membres individuels, créant ainsi une base durable. En décembre 2012, un atelier fondateur en Ouganda a réuni des représentants de la Coopérative de café Gumutindo (Ouganda), de la Fédération kenyenne pour le

commerce alternatif (KEFAT), de l'Association nationale des organisations de femmes en Ouganda (NAWOU) et de la Fédération ougandaise de commerce alternatif (UGAFAT).

En avril, Elaine Jones, directrice du programme Commerce mondial, a rencontré l'UGAFAT à Kampala pour finaliser la planification et le budget détaillés. Elle a également participé à un atelier à Nairobi, avec le réseau KEFAT, pour faire partager les résultats de l'enquête de référence sur les adhésions. Cette enquête de référence, qui viendra éclairer leur plan stratégique, servira à mesurer les progrès marqués par le projet au cours des trois prochaines années.

Commerce équitable

Participant à la conférence de l'Organisation mondiale du commerce équitable (OMCE), en 2011, les partenaires au projet WIEGO, l'Organisation des femmes pour le commerce équitable (OFCC), ont créé l'élan nécessaire pour doter l'OMCE d'une stratégie de genre, élan qui a vu Elaine Jones présider un groupe de travail chargé d'élaborer cette stratégie et de remanier le Principe 6 du commerce équitable (afférent à la discrimination fondée sur le sexe). Elle a travaillé avec des partenaires WIEGO au projet OFCC, dont beaucoup continuent de collaborer avec WIEGO dans le cadre du projet de sécurisation des droits économiques. La stratégie de genre a été approuvée lors de la conférence biennale de l'OMCE, qui s'est tenue en mai 2013 à Rio de Janeiro et où la chercheuse, Carol Wills, et Elaine Jones ont également animé un atelier sur l'autonomisation économique des femmes. Le groupe de travail sur le genre continuera à travailler avec les entités régionales de l'OMCE pour les aider dans la mise en œuvre de la politique du genre.

Commerce éthique

WIEGO est impliqué dans un projet agro-alimentaire voulu par l'initiative de commerce éthique (ETI) et visant en particulier le secteur horticole au Pérou. En mars 2013, Elaine Jones, membre d'une délégation tripartite de l'ETI au Pérou, a visité des fermes, interviewé des travailleurs et participé à un événement organisé par l'OIT (et auquel se sont associés Carmen Roca, conseillère régionale WIEGO en Amérique latine, et PLADES, le partenaire au Pérou). Grâce à sa contribution au travail de la chaîne d'approvisionnement horticole péruvien, WIEGO, en collaboration avec l'UITA, a joué un rôle clé en plaidant pour un programme propre à améliorer les conditions de travail des milliers de travailleurs du secteur, dont la plupart sont des travailleurs informels dans des entreprises dans les fermes et des stations de conditionnement formelles. Cette initiative, entreprise dans le cadre du programme Commerce mondial WIEGO, est coordonné avec le projet de SST de WIEGO actuellement en cours au Pérou.

Protection sociale

En plus du projet de SST décrit ci-dessus, qu'elle supervise, la directrice du programme Protection sociale, Francie Lund, a eu une part active à de nombreuses initiatives :

Francie a été nommée au Comité d'experts externes appelés à évaluer les travaux de recherche de l'UNICEF. Elle a également conçu un programme international, dont elle a obtenu le financement, et qui permettra de mettre en place des services de garde d'enfants comme une clé de voûte de la protection sociale.

En mars 2013, Francie a donné la présentation principale et a été conseillère auprès de la Commission européenne à l'évaluation de la réponse à son premier tour de financement de la protection sociale et de l'économie informelle. Elle a également donné un séminaire à l'Institut d'études sociales de La Haye, aux Pays-Bas.

James Heintz, professeur à l'Université du Massachusetts à Amherst, et Francie ont finalisé une étude sur la politique sociale et la structure changeante de l'emploi, et ce dans le cadre d'une collaboration entre WIEGO et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD).

En avril 2013, Francie a donné une communication lors de la 9^e session ordinaire de la Commission du travail et des affaires sociales de l'Union africaine (CTAS UA), à Addis-Abeba, à l'appui du Programme SPIREWORK (ouvrant la protection sociale aux travailleurs informels et ruraux), et elle a été invitée à participer aussi à la conférence de presse. Plus important encore, son équipe a réussi à faire insérer dans les recommandations finales du rapport de la CTAS UA sur SPIREWORK un paragraphe clé en faveur des travailleurs du secteur informel.

En outre, les documents issus du dialogue sur les politiques de santé, qui s'est tenu à Bangkok, en 2012, ont été achevés. Il s'agit notamment d'un dépliant exposant la position de WIEGO sur la couverture de santé universelle (CSU), deux affiches relatives aux travailleurs informels et la CSU, des brochures d'information, destinées aux porteurs de charge sur la tête (kayayei), sur les soins de santé maternels gratuits au Ghana, et trois brefs politiques de WIEGO par Alfery, Jain et Namsomboon (voir Publications).

Politiques urbaines

Le programme Politiques urbaines coordonne et diffuse les résultats de recherche, des analyses de données et des documents sur les pratiques exemplaires. Les spécialistes sectoriels — Shalini Sinha (travailleurs à domicile), Sally Roever (vendeurs de rue) et Sonia Dias (récupérateurs) — sont tous auteurs ou ont collaboré avec des chercheurs chargés de présentations, d'études et de notes

d'orientation sur les bonnes pratiques urbaines. Beaucoup de ces travaux font partie de la série de publications WIEGO que gère Caroline Skinner, directrice du programme.

Publications (série) WIEGO

L'équipe de recherche WIEGO s'attache à développer la série de publications WIEGO que Caroline Skinner, directrice du programme Politiques urbaines. Il y a actuellement 28 [documents de travail](#) et de nouveaux y sont ajoutés régulièrement. Six types de [note ou bref WIEGO](#)— Budget, Droit, S'organiser, Politique, Statistiques et Technique — offrent dans un format convivial des informations utiles aux acteurs engagés dans la défense, le dialogue politique et la recherche sur l'économie informelle. La série [Workers' Lives](#) (vies des travailleurs) permet de savoir au travers des profils détaillés tout sur les travailleurs individuels et comment ils vivent de première main l'impact des politiques, des forces économiques et des efforts d'organisation. Bien que la plupart des publications ne soient qu'en anglais, un nombre croissant d'entre elles sont offertes progressivement en espagnol et en portugais.

Réseautage et engagement politique

Les membres de l'équipe se sont largement impliqués dans les discussions et les forums de politiques :

- Sonia Dias est personne-ressource à Belo Horizonte, au Brésil, auprès du Forum de déchets municipaux et de citoyenneté, qui réunit des organisations de la société civile, de même que des secteurs public et privé, pour voir et en discuter comment la gestion des déchets peut sécuriser le revenu des récupérateurs informels et améliorer leurs conditions de travail. Elle participe également à un Observatoire des politiques publiques sur les déchets solides, formé en 2012 à l'initiative des représentants qui se sont plaints que les récupérateurs ont trop souvent servi de cobaye, sans tirer aucun avantage direct des études, et ont demandé la création d'un espace de discussion des études sur la récupération des déchets.
- Sally Roeber, établie aux Etats-Unis, nous aide à suivre, notamment par le biais d'un wiki qu'elle a mis en place, l'impact qu'ont sur les travailleurs pauvres au Brésil les préparatifs voulus par les méga-événements. Au travers des études IEMS, elle aide des OBA dans cinq villes à formuler des recommandations de politique au profit du secteur du commerce de rue.
- En Inde, Shalini Sinha contribue aux travaux de l'Alliance nationale pour la sécurité sociale, qui représente plus de deux millions de travailleurs informels, afin de développer leurs efforts de recherche sur la sécurité sociale couvrant le secteur informel de l'Inde. Elle participe également à un atelier et dialogue national sur la sécurité sociale pour les femmes

en Inde, lequel a été organisé en partenariat avec la Fondation Henrich Böll, ONU Femmes, l'OIT et d'autres.

Projets mondiaux

Villes inclusivas

IEMS: Les 10 villes

Accra, Ghana

Ahmedabad, India

Bangkok, Thailand

Belo Horizonte, Brazil

Bogota, Colombia

Durban, South Africa

Lahore, Pakistan

Lima, Peru

Nakuru, Kenya

Pune, India

Le projet Villes inclusives (VI) en est à sa quatrième année et une évaluation finale, déjà prévue, verra élaborer, entre autres, des études de cas mettant en évidence l'impact du projet ainsi qu'un aperçu quantitatif des produits et résultats. Un référentiel spécial sera développé sur le site Web [Villes inclusives](#) pour donner accès à ces documents.

Suivi de l'état de l'économie informelle

La première série de recherches sur le terrain au titre d'études de suivi de l'économie informelle (IEMS) a été achevée en 2012. Ces études examinent les réalités actuelles et changeantes des travailleurs à domicile, des vendeurs de rue et des récupérateurs, tous du secteur informel en milieu urbain, comment ces travailleurs répondent aux changements — individuellement et par le biais de leurs organisations — et les institutions qui favorisent ou entravent leurs réponses. [En savoir plus sur les études de suivi.](#)

Sont en cours de production les rapports par ville et par secteur professionnel, ainsi qu'un rapport global présentant en détail les résultats de la première ronde de recherche, et ces derniers seront diffusés sur le site Web aussi bien de Villes inclusives que celui de WIEGO. Les documents de plaidoyer, basés sur ces rapports, viendront appuyer le travail des OBA partenaires. Une deuxième série de recherches débutera en 2014.

A l'appui de la durabilité...

WIEGO appuie le développement de plans de durabilité pour Asiye eTafuleni en Afrique du Sud, HomeNet Asie du Sud, le KKP/KP/SWACH en Inde et six unités de la SEWA. Les partenaires du projet VI ont rempli un questionnaire d'auto-évaluation et WIEGO a travaillé avec chacun partenaire, directement, pour élaborer à partir de l'évaluation des besoins un plan de développement durable. Au cours du processus, WIEGO a également produit des documents, à l'intention des organisations des travailleurs du secteur informel, notamment un ensemble de modules d'ateliers portant sur divers aspects de la collecte de fonds, le développement organisationnel de même

que la planification et la gestion de projets. Une série intitulée stratégie de développement durable et basée sur ces documents sera publiée pour accompagner les modules d'ateliers, soit comme ressources conjointes, soit comme ressource autonome.

D'autre part, WIEGO a bonifié un wiki de collecte de fonds pour regrouper tous les documents disponibles, les liens vers des ressources supplémentaires et les informations sur les bailleurs de fonds. Les avis, envoyés chaque semaine à tous les partenaires du projet Villes inclusives (y compris les filiales), les invitent à s'informer sur les possibilités de financement et de partenariat.

Financement du carbone : une étude de faisabilité

En 2013, WIEGO a commandé au consultant Ernest Ahtell une étude de la possibilité d'accès au fonds carbone par les organisations des récupérateurs. Cette étude, qui portait à la fois sur le mécanisme de développement propre et les marchés volontaires, a été complétée par des entretiens avec des informateurs clés parmi les spécialistes de la finance carbone et les organisations des récupérateurs. WIEGO a produit à l'intention des organisations des récupérateurs une [note technique](#) ainsi qu'un [sommaire](#) mettant en évidence les problèmes techniques de même que les avantages et les inconvénients à l'endroit de ces organisations si elles veulent tirer du revenu de la vente de crédits de carbone.

Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel

Le nouveau projet mondial de WIEGO, intitulé « Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses du secteur informel », est soutenu par une subvention accordée par les Pays-Bas dans le cadre du Fonds pour le financement du leadership et des possibilités des femmes (FLOW). Organisé en six volets distincts, ce projet vise à renforcer la capacité d'organisation et de leadership des femmes travaillant dans le secteur informel de plus de 50 pays, afin qu'elles puissent atteindre l'autonomie économique et accroître leur participation à la vie politique, à la gouvernance et à la gestion. Pour en savoir plus, veuillez consulter la rubrique [Women's Economic Empowerment](#) (autonomisation économique des femmes) sur le microsite.

Initiatives spéciales

Programmes contact-dialogue

En février, le deuxième volume de Bridging Perspectives: The Cornell-SEWA-WIEGO Exposure and Dialogue Programme on Labour, Informal Employment and Poverty a été lancé en Afrique du Sud et offre sur la vie et les luttes quotidiennes des travailleurs du secteur informel en Inde, au Mexique et en Afrique du Sud, ainsi que sur un programme unique, une richesse de détails qui permettent de confronter les approches et les politiques économiques à la réalité. [En savoir plus sur Bridging Perspectives.](#)

Droit et informalité : programme Contact-dialogue ciblé

Agissant de concert avec Namrata Bali de la [SEWA Academy](#) et deux avocats défenseurs des droits de l'homme, à l'Université de Harvard, Marty Chen, coordonnatrice internationale WIEGO, a planifié et exécuté une campagne de financement d'une série de contact-dialogue sur le droit et l'informalité afin de mobiliser des juristes et militants autour des questions que suscitent dans l'optique des droits de la personne, l'emploi informel, les implantations sauvages et la citoyenneté informelle. Le premier contact-dialogue a eu lieu à Ahmedabad, en Inde, en février 2013. Un groupe de juges, d'avocats et de militants, venus de la Colombie, du Ghana, de l'Inde, du Pérou et de l'Afrique du Sud ainsi que des experts juridiques en provenance d'autres pays, ont passé deux jours et deux nuits chez un vendeur de rue ou un récupérateur, leur hôte, et ont travaillé avec lui. Par la suite, les participants ont fait partager leurs réflexions personnelles à leur hôte et ont engagé un dialogue technique avec des experts juridiques de l'Inde. Lisez les réflexions de Marty Chen, coordonnatrice internationale de WIEGO, suite à ce programme Étude-dialogue : [Urban Renewal, Heritage Sites & Urban Livelihoods: Devi-Ben, Street Vendor](#) (renouveau urbain, sites patrimoniaux et moyens de subsistance en milieu urbain: Devi-Ben, vendeur de rue).

Gouvernance et équipe

Conseil d'administration, Comité de direction et Comité des finances

Le Conseil de WIEGO, réuni au Royaume-Uni, du 28 mars au 1er février 2013, a approuvé le Plan stratégique quinquennal de WIEGO, après avoir dressé sa réponse à ce dernier, et a élaboré un plan de relève pour les postes supérieurs qui deviendront vacants au cours des prochaines années.

L'équipe WIEGO

Après une période de croissance spectaculaire, l'équipe WIEGO a vu sa taille se stabiliser cette année à 35 membres dont la majorité ne travaillent pas à temps plein pour WIEGO. Quatre membres travaillent au Secrétariat de WIEGO à Cambridge, au Massachusetts, aux États-Unis, et cinq travaillent au Bureau de WIEGO à Manchester, au Royaume-Uni. L'équipe des communications s'est dotée d'un nœud à Ottawa, au Canada. D'autres membres de l'équipe, implantés dans des pays du monde entier, nous donnent accès à des compétences, des experts et des perspectives des plus divers et assurent à WIEGO la capacité de relever les défis inhérents à son travail.

Communication et diffusion

En plus de la gestion de l'édition, de la conception et de la production de nombreuses publications, dont beaucoup sont mises à disposition lors des événements internationaux, l'équipe des communications WIEGO tient à jour le site Web de [WIEGO](#) et de [Villes inclusives](#), deux mines d'informations et de ressources — travaux de recherche, statistiques, nouvelles et pratiques exemplaires — régulièrement mises à jour et provenant du monde entier. De nouvelles rubriques, [Worker Stories](#) et [WIEGO Network's Impact](#), qui mettent en évidence les histoires de travailleurs et l'impact du réseau WIEGO, des ajouts récents sur [wiego.org](#), ont connu une affluence dépassant la barre des 8 300 visiteurs individuels chaque mois.

Le site de Villes inclusives, un carrefour de connaissances en ligne, offre des documents en [anglais](#), [espagnol](#) et [portugais](#). L'optimisation SEO et les médias sociaux aident à augmenter le public sur cette plateforme virtuelle qui a accueilli plus de 90 000 visiteurs dans l'année, une hausse de 70 pour cent sur la même période de l'année précédente. Pour aider à unifier les nouvelles et le contenu des partenaires, une rubrique [Inclusive Cities Blog](#) a été intégrée au site.

Les canaux [Twitter](#) et [Facebook](#) de WIEGO ont maintenant une suite ciblée. WIEGO gère également les canaux [Twitter](#) et [Facebook](#) pour le projet de Villes inclusives. Dans l'ensemble, les flux Twitter nous permettent de faire partager des informations, des histoires et l'actualité de nos partenaires à plus de 2 600 partisans, dont beaucoup sont actifs sur le front des questions de planification urbaine, d'architecture, urbaines et environnementales. Plus de 31 00 personnes suivent les pages Facebook de l'un ou les deux organismes.

Système de suivi mondial de WIEGO

Les membres de l'équipe WIEGO suivent à la trace la couverture médiatique mondiale de l'économie informelle et les secteurs professionnels d'attache que sont les travailleurs domestiques, les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue et les récupérateurs. Les nouvelles

recueillies et publiées sur le [site Web de WIEGO](#), en anglais, espagnol et portugais, sont également diffusées auprès d'un large public dont notamment nos partenaires et les journalistes. Les faits nouveaux importants sont diffusés par la voie des médias sociaux. WIEGO analyse systématiquement les nouvelles aux côtés d'autres informations pour évaluer les tendances au fil du temps.

Publications et Ressources

Les publications et ressources qui suivent ont été publiées sur notre site Web au cours des derniers mois. Tout les documents produits par WIEGO peuvent être téléchargés gratuitement.

Achtell, Ernest. 2013. [Waste Pickers and Carbon Finance: Issues to Consider](#). Note technique WIEGO, n° 7

Alfers, Laura. 2012. [The Ghana National Health Insurance Scheme: Assessing Access by Informal Workers](#). Bref politique WIEGO (Protection sociale), n° 9

Carré, Françoise et James Heintz. 2009 (mise à jour 2013). [Toward a Common Framework for Informal Employment across Developed and Developing Countries](#). Document de travail WIEGO (Statistiques), n° 26

Carré, Françoise et James Heintz. 2013. « Employment Change and Economic Vulnerability in America. » dans Sophia Parker (ed.) *Squeezed Middle: The Pressure on Ordinary Workers in America and Britain*. Briston, R.-U. : Policy Press.

Chan, Man-Kwun. 2013. [Informal Workers in Global Horticulture and Commodities Value Chains: A Review of the Literature](#). Document de travail WIEGO (Statistiques), n° 28

Chen, Martha Alter. 2013. « [Women in the Informal Economy: Economic Actors and Global Leaders](#) » in Tierney, Trish (ed.) *Women in the Global Economy: Leading Social Change*. Institute of International Education (IIE) et American Institute for Foreign Study (AIFS) Foundation.

Chen, Martha, Chris Bonner, Mahendra Chetty, Lucia Fernandez, Karin Pape, Federico Parra, Arbind Singh et Caroline Skinner. 2012. « [Urban Informal Workers: Representative Voice & Economic Rights](#). » Document de référence pour le *Rapport sur le développement dans le monde : l'emploi 2013*, Banque mondiale

Corrarino, Megan. 2012. [Using the Right to Information in the Informal Economy: A How-To Guide](#). Bref juridique WIEGO, n° 2

Dias, Sonia M. et Lucia Fernandez. 2012. « Waste Pickers: A Gendered Perspective » dans [Powerful Synergies: Gender Equality, Economic Development and Environmental Sustainability](#) », un rapport du Programme de développement des Nations unies.

Dias, Sonia M., Marlise Matos et Ana Carolina Ogando. 2013. « [Mujeres Recicladoras: Construyendo una Agenda de Genero en las Organizaciones de Recicladores](#) » dans Castellano, Fernando Lopez (ed.) *Medio Ambiente y Desarrollo. Miradas feministas desde ambos hemisferios*. España: Universidad de Granada y Fundación Ipade.

- Global Alliance of Wastepickers. 2012. « [Space for Waste Pickers](#). » Vidéo réalisée à l'Atelier stratégique mondiale à Pune, en Inde.
- Heintz, James et Francie Lund. 2012. « [Welfare Regimes and Social Policy: A Review of the Role of Labour and Employment](#). » Document préparé pour la Fundación Carolina, Centro De Estudios Para América Latina y la Cooperación Internacional (CeALCI).
- Heintz, James et Francie Lund. 2012. [Social Policy and Employment: Rebuilding, the Connections](#). Bref politique WIEGO (Protection sociale), n° 12
- Ilgosse Jeroen. 2012. [Paying Waste Pickers for Environmental Services: A Critical Examination of Options Proposed in Brazil](#). Note technique WIEGO (Politiques urbaines) n° 6
- Jain, Kalpana. 2012. [Health Insurance in India: The Rashtriya Swasthya Bima Yojana](#). Bref politique WIEGO (Protection sociale), n° 10
- Jhabvala, Renana, ed. 2013. « [Special Issue on Unorganized Workers](#). » *The Indian Journal of Industrial Relations*, vol. 48, n° 3, janvier.
- Lund, Francie et Karin Pape. 2012. « Informal Work, Gender, and Social Protection. » Projet de document pour l'atelier conjoint SATUCC et FES sur *Trade Unions as Partners, Promoters and Agents of Social Protection*, 14 et 15 novembre, Lusaka.
- Madhav, Roopa et Sankaran Kamala. 2013. « [Legal and Policy Tools to Meet Informal Workers' Demands: Lessons from India](#). » Bref juridique WIEGO, n° 1
- Meagher, Kate. 2013. [Unlocking the Informal Economy: A Literature Review on Linkages Between Formal and Informal Economies in Developing Countries](#). Document de travail WIEGO (Statistiques), n° 27
- Obino, Francesco. 2013. [Housing Finance for Poor Working Women: Innovations of the Self-Employed Women's Association in India](#). Note technique WIEGO (Politiques urbaines) n° 14
- Pape, Karin. 2013. « Why Should Trade Unions Organize Domestic Workers? » Document non publié à l'intention des services syndicaux irlandais, le syndicat des services, de l'industrie, des cadres et des techniciens. (à paraître en allemand sur le site Web de la Confédération des syndicats allemands [DGB].)
- Robbins, Glen. 2012. « [The Impact of Mega Events on the Working Poor in Host Cities: Lessons for Social Actors from the 2010 Soccer World Cup in South Africa](#). » Note technique WIEGO (Politiques urbaines) n° 5
- Roever, Sally. 2013. « [To Raise Vendors' Incomes, Focus on Reducing the Negatives](#). » *Next City: The Rockefeller Foundation's Informal City Dialogues*, billet de bogue du 8 mars 2013.
- Schamber, P. 2012. [Proceso de Integración de los Cartoneros de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires. Del Reconocimiento a la Gestión de Centros Verdes y la Recolección Selectiva](#). (Processus d'intégration des récupérateurs à Buenos Aires : de la reconnaissance à la gestion de « centres verts » et à la collecte sélective) Document de travail WIEGO (Politiques urbaines), n° 24.

Sinha, Shalini. 2013. [Supporting Women Home-Based Workers: The Approach of the Self-Employed Womens Association in India](#). Note technique WIEGO (Politiques urbaines) n° 13

Souza, Bruno Miragaia, Juliana Avanci et Luciana Itikawa. 2013. [A Experiência de Advocacy no caso dos Trabalhadores Ambulantes em São Paulo](#). Bref juridique WIEGO, n° 3

WIEGO : 2013. « [Waste Pickers and the Garbage Crisis, December 2012](#). » Première vidéo dans la série *Chronicles of a Fight for Inclusion*, Bogota, Colombie.

WIEGO : 2013. « [Order 275 Dating From 211](#). » Deuxième vidéo dans la série *Chronicles of a Fight for Inclusion*, Bogota, Colombie.

Wintour, Nora. 2013. « World Cup for All: A Portrait of Street Vendors' Organisations in the World Cup Host Cities in Brazil. » Inclusive Cities Resource Document.

Autres newsletters de WIEGO

Inclusive Cities Newsletter. [Janvier 2013](#), [mai 2013](#) (disponible en anglais, espagnol et portugais)

Santé et sécurité au travail pour les travailleurs du secteur informel. Juin 2013. (disponible en anglais, espagnol, [français](#) et portugais.)

Lettre d'information : OBA de WIEGO. Avril 2013. (disponible en anglais, espagnol, [français](#) et portugais.)

Newsletters appuyées par WIEGO

Pas de frontières pour ceux qui luttent. Alliance mondiale des récupérateurs. [Mai-juin 2013](#). [Mars-avril 2013](#).

[SWaCH Newsletter](#). Février 2013, avril 2013.

Contact WIEGO

WIEGO Secretariat

Email: wiego@wiego.org

Harvard Kennedy School

Telephone: 617 496.7037

79 John F. Kennedy Street

Fax: 617 496.2828

Cambridge, MA 02138 USA

Web: www.wiego.org



facebook.com/wiegoglobal



twitter.com/wiegoglobal



[LinkedIn](#)



pinterest.com/wiego